

juillet  
à o û t  
1999  
N° 73

# culture & recherche

## sommaire

Actualité de la recherche 2

Dossier 4  
L e s m u s é e s

- Le Musée du quai Branly  
*par Stéphane Martin*
- Muséums et culture scientifique et technique  
*par Philippe Guillet*
- L'informatisation des collections  
au Musée des Antiquités Nationales  
*par Dominique Kandel*

Calendrier 11

A Lire 11

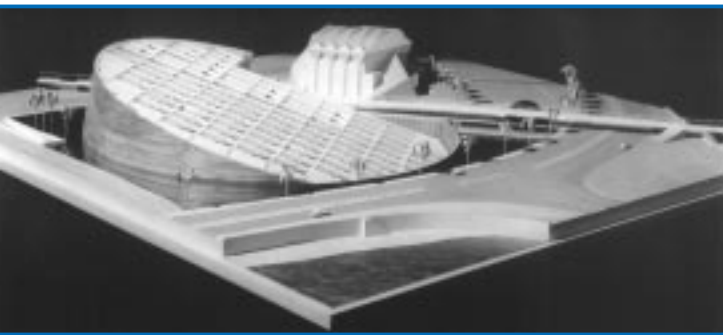


# Archéologie préventive

Le Conseil des ministres du 5 mai 1999 a approuvé le projet de loi présenté par Mme Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, qui donne un cadre juridique à l'archéologie préventive. Ce projet réaffirme le caractère de service public de l'archéologie préventive. L'AFAN (Association pour les fouilles archéologiques nationales) sera remplacée par un établissement public administratif (EPA), placé sous la double tutelle des ministères chargés de la culture et de la recherche. Doté de "droits exclusifs" il sera chargé "d'assurer sondages, diagnostics et fouilles préalables aux opérations d'aménagement, sans que la qualité de la prestation fournie soit subordonnée à la capacité financière de l'aménageur". Pour cela il s'appuyera "sur le réseau institutionnel que constituent le CNRS et les universités, sur les services d'archéologie des collectivités territoriales et les associations et autres structures de droit privé qualifiées". Le financement de l'établissement est assuré par les redevances dues par les aménageurs avec des exonérations prévues notamment pour les petites communes et le secteur de la construction sociale. Les personnels de l'AFAN qui en feront la demande seront intégrés dans le nouvel établissement.

## La renaissance de l'ancienne bibliothèque d'Alexandrie en Egypte

C'est en 1970 qu'apparaît, dans les milieux universitaires alexandrins, l'idée de faire renaître l'ancienne bibliothèque d'Alexandrie mais ce n'est qu'en 1986, que l'UNESCO, à la demande du gouvernement égyptien lance une étude de faisabilité destinée à définir le programme de l'Alexandrina qui sera la plus grande bibliothèque du bassin méditerranéen. Couvrant 70 000 m<sup>2</sup>, regroupant 80 000 volumes et comprenant 3500 places de lecture, elle devrait être achevée en l'an 2000. Il s'agira



Maquette de l'Alexandrina

d'une bibliothèque publique de recherche à vocation nationale et internationale. Les collections encyclopédiques et multimédias devraient tendre à l'exhaustivité dans les domaines suivants : littératures anciennes, histoire de l'Egypte, histoire des sciences, environnement méditerranéen. Son système d'information utilisera l'arabe, l'anglais et le français et gèrera plusieurs alphabets. Elle portera une attention particulière à toutes les nouvelles formes d'édition (cédéroms, numérisation, bases de données). Elle aura un rôle de conservation des manuscrits qui lui sont confiés et un rôle pédagogique en particulier à destination des adolescents. L'Alexandrina s'inscrit dans un ambitieux projet culturel qui comprend également un Institut de sciences de

Le Ministère de la culture et de la communication vient de mettre en ligne sur son serveur web son premier site culturel en langue arabe qui est accessible sur l'Internet à l'adresse suivante : <http://www.culture.fr/culture/archeosm/ar/>

Cette publication multimédia porte sur la recherche et les techniques de l'archéologie sous-marine et complète une exposition sur ce sujet qui a été présentée en Egypte dans le cadre des coopérations scientifiques et culturelles entre les deux pays.

Ce produit multimédia était déjà disponible en français et en anglais sur le serveur du ministère.

La réalisation de cette version arabe s'inscrit dans la politique du Ministère de la culture et de la communication en faveur du développement de publications culturelles multimédias et multilingues en ligne.

l'information, un Musée de la calligraphie, un Musée des sciences et un Planétarium.

Pour la France, c'est la Commission française pour l'Unesco qui s'est vue confier la coordination des actions menées par les différents ministères (Culture, Affaires étrangères, Recherche) et les établissements (Bibliothèque nationale de France, Bibliothèque publique d'information, Institut du monde arabe, INALCO, etc...). D'autres pays se sont engagés dans le projet notamment l'Espagne, l'Italie, le Japon, La Norvège, la Suède.

Une association des amis de la "Bibliotheca Alexandrina" a été constituée pour informer sur l'état d'avancement du projet. Elle publie une lettre d'information semestrielle.

Contact :  
Commission française pour l'UNESCO  
57 Boulevard des Invalides  
75700 Paris 07 SP  
Tél : 01 53 69 39 07

## La ville : enjeux de société et questions scientifiques. Appel à propositions

Dans le cadre de l'**Action concertée incitative de recherche sur la ville** créée en 1999 par le Ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, un premier appel à propositions est lancé sur "la ville : enjeux de société et questions scientifiques". Il comporte quatre axes thématiques :

- dynamiques et mutations urbaines : recomposition des systèmes territoriaux, cohésion sociale et citoyenneté, formes urbaines et modes de vie
- ville et technologie : grands systèmes techniques, services urbains, acteurs et dynamiques technologiques
- milieux physiques et environnementaux urbains : milieux et interactions, ambiances de la ville, modélisation
- ville entre patrimoine et modernité : identités, cultures et esthétiques urbaines, projet urbain, savoirs et cultures techniques des professionnels de la ville

La date limite des réponses pour l'appel à propositions est fixée au 12 Juillet 1999.

Le texte complet de l'appel à propositions, ainsi que le formulaire administratif et les modalités de réponse sont disponibles sur le site du ministère chargé de la recherche : <http://www.education.gouv.fr> (rubrique Actualités, "A la une"). Ils peuvent aussi être obtenus en les demandant par fax (01 46 34 39 87) ou aux numéros suivants :  
contacts administratifs : 01 46 34 37 82  
ou 01 46 34 33 60  
contacts scientifiques : 01 46 34 48 72  
ou 01 46 34 37 56

# CUIDAD : groupe de travail européen sur les traitements par contenu appliqués à la musique

Le groupe de travail européen CUIDAD a été formé en septembre 1998 pour réunir institutions, industries et utilisateurs intéressés par les traitements par contenu appliqués à la musique. Il est coordonné par l'IRCAM (Direction de la Valorisation). L'objectif de CUIDAD est de préciser les besoins des industriels et des utilisateurs et de favoriser le montage de projets de recherche-développement liés au traitement par contenu, autant pour des applications hors-ligne que pour des applications en ligne. Le groupe est actif au niveau :

- des descripteurs : description du signal audio, description musicale (ou symbolique) et description sémantique (ou perceptive).
- des fonctions :
  - a) synthèse, traitements et architectures (Institut audiovisuel de l'Université de Pompeu Fabra - Espagne, Helsinki University of Technology - Finlande et York University - Angleterre),
  - b) représentation, visualisation, langages, contrôle et interaction (Sony CSL - France et Staatliches Institut für Musikforschung - Allemagne),
  - c) codage, moteurs de recherche et gestion de bases de données (MODE, B.V. - Pays-Bas et Nokia Research Center - Finlande).
- des applications : fondées sur une ou plusieurs fonctions, de nombreuses applications peuvent bénéficier de l'approche de traitement par contenu, tels que les systèmes temps réel et multi-modaux, les services de diffusion et de publication, la production et la post-production musicale, les applications multimédias, la reconnaissance musicale et l'identification d'enregistrements pirates, l'enseignement, etc.

La quatrième réunion CUIDAD s'est déroulée à Munich, pendant la 106<sup>e</sup> Convention de la "Audio Engineering Society", convention suivie par près de dix mille visiteurs et qui présente les derniers avancements dans le domaine du son et de la production musicale.

Au cours de cette réunion, Denis Baggi, de l'Université Professionnelle du Sud de la Suisse et président du groupe de travail sur la musique de la Computer Society de l'IEEE (Institut of Electrical and Electronic Engineers) a présenté les résultats des programmes européens liés au traitement de la musique par contenu et les possibilités de partenariat dans le cadre du 5<sup>e</sup> programme-cadre. Olivier Warusfel, responsable de l'équipe "acoustique des salles" à l'IRCAM a présenté les techniques de codage et de traitement par contenu en audio 3D et en particulier les techniques de spatialisation et les méthodes d'extraction de paramètres appliquées dans le contexte de MPEG7. Xavier Serra, directeur adjoint de l'Institut Audiovisuel de l'Université Pompeu Fabra en Espagne a exposé les travaux du groupe CUIDAD dans le cadre de la standardisation de MPEG7. Le groupe CUIDAD a présenté plus de 20 descripteurs audio et un schéma de description audio pour évaluation dans MPEG7. Chaque groupe d'intérêt a ensuite fait un bilan de l'état de ses recherches dans ces domaines. Ce bilan ainsi que les présentations sont disponibles sur la page du serveur CUIDAD : <http://www.ircam.fr/cuidad>

Prochaine réunion publique prévue : Septembre 1999, dans le cadre de "Ars Electronica" à Linz (Autriche).

Vincent Puig  
coordinateur CUIDAD  
IRCAM  
1 Place Igor Stravinsky  
75004 Paris

## Actualité de l'Internet culturel

La collection "Grands sites archéologiques", produite par la Mission de la recherche et de la technologie compte un nouveau volume consacré à un site majeur de la période gallo-romaine, "La Vienne antique".

Aux bords du Rhône, il y a environ 2.000 ans, naissait la ville de Vienne. Capitale des Allobroges, elle poursuit, sous l'empire romain, son essor et dispute à Lyon, capitale des Gaules, voisine de 30km, l'honneur de posséder les monuments les plus importants du monde gallo-romain : temple, forum, théâtre, odéon, cirque, entrepôts, complexe thermal, maisons luxueusement décorées...



Eté : sacrifice. Mosaïque gallo-romaine.  
Site de Saint-Romain-en-Gal. Musée des Antiquités Nationales.  
©RMN-Jean Schormans. La Vienne Antique

Le site web qui lui est consacré restitue ces splendeurs passées, en donnant à voir les édifices encore présents ou disparus et à comprendre leur architecture et leur fonction.

Outre la visite virtuelle, un musée imaginaire rassemble des œuvres conservées dans les musées des Conseils généraux du Rhône et de l'Isère, dans les musées de la Ville de Vienne ou appartenant à d'autres collections françaises et étrangères. Y sont également accessibles des représentations de certaines pièces aujourd'hui disparues.

Ce programme conçu par Anne Le Bot Helly, ingénieur de la mission de la recherche, archéologue à la Direction régionale des affaires culturelles de la région Rhône-Alpes, réunit une iconographie exceptionnelle avec plus de 200 documents (maquettes, photographies, plans, gravures et aquarelles anciennes...), dévoile les résultats des travaux de recherche les plus récents et retrace les problématiques de l'archéologie urbaine.

Un guide pratique (carnet d'adresses et plan) a été réalisé à l'intention des touristes.

La Vienne antique  
<http://www.culture.fr/culture/arcnat/vienne/fr/>

Un nouveau volet, la galerie virtuelle, vient d'être ajouté au répertoire du site web "La Nouvelle-France : ressources françaises", déjà en ligne sur le serveur du Ministère de la culture et de la communication.

Ce site, où sont signalés les fonds et les collections sur l'histoire du Canada français (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècle) conservés par les institutions culturelles françaises comprend notamment un répertoire électronique, réalisé en collaboration avec l'Ambassade du Canada en France, décrivant les lieux et les acteurs de la recherche (services d'archives, bibliothèques, centres de recherche, musées, etc.).

Dans la galerie virtuelle sont présentées les collections d'objets ethnologiques autochtones conservés dans plusieurs musées et cabinets de curiosités : peaux peintes, vêtements et accessoires, objets de la vie quotidienne... Ces pièces constituent de précieux témoignages de la production indienne ainsi que du mélange des cultures indiennes et européennes.

La Nouvelle France

<http://www.culture.fr/culture/nllefce/fr/>



Peau peinte .  
Régions du Nord-  
Est. XVIII<sup>e</sup> siècle-  
XIX<sup>e</sup> siècle. Musée  
d'histoire naturelle  
de Lille. Photo :  
J.P. Duplan.  
La Nouvelle France



Peau peinte.  
Détail. Idem

## Dossier

# LES MUSÉES

## Le Musée du quai Branly

Le Musée du quai Branly ne sera pas un musée comme les autres. Ou plutôt, il appartiendra à cette nouvelle génération de musées qui ouvrira le troisième millénaire avec l'ambition, toujours actuelle, de donner à voir, à aimer et à comprendre. Mais autrement.

Donner aux arts d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques leur juste place dans les institutions muséologiques de la France, telle est la volonté du Président de la République.

Il s'agit là d'un projet porté par un long désir, exprimé depuis près d'un siècle par des hommes venus de tous horizons : des hommes politiques, mais aussi des écrivains, des poètes, des anthropologues comme André Malraux, mais aussi, avant lui, Guillaume Apollinaire, André Breton, Claude Lévi-Strauss ...

Ce musée qu'ils ont tous rêvé, il s'agit aujourd'hui de le construire et de l'offrir en partage à tous les citoyens du monde, car il s'agit d'un acte historique et d'un projet d'envergure internationale. Ainsi la France, sans tourner le dos à son histoire, entrera dans le XXI<sup>e</sup> siècle en portant un regard résolument nouveau sur ces cultures et sur les hommes qui en sont les auteurs. Enfin, l'art dit "primitif" - qui sera entré au Musée du Louvre dès l'ouverture du Pavillon des Sessions à la fin de 1999 - ne sera plus le domaine réservé de quelques spécialistes. Il trouvera, auprès du public une reconnaissance légitime.

Il s'agit de créer une institution qui ne soit pas seulement le conservatoire d'une collection. Bâti autour des collections nationales provenant d'une part, du Laboratoire d'ethnologie du musée de l'Homme et d'autre part, du Musée national des arts africains et océaniques - ce qui représente environ 300 000 objets - sa mission sera à la fois une mission de conservation, de recherche, d'enseignement et de diffusion. Véritable centre de ressources, il comprendra des lieux d'expositions permanentes et temporaires, un centre de recherche axé sur l'histoire de l'art et l'ethnologie, une bibliothèque et une médiathèque, des espaces dédiés au spectacle vivant, aux séminaires et à l'enseignement, ainsi que des salles de cinéma.

Le propos n'est pas de juxtaposer deux structures qui relevaient traditionnellement l'une du Ministère de la culture et l'autre du Ministère de la recherche, mais de concevoir un projet muséologique et scientifique radicalement nouveau qui permette de conjuguer les deux approches, celle des conservateurs du patrimoine et celle des

ethnologues, pour offrir au grand public, comme aux spécialistes, une vision plus riche, plus généreuse, plus juste de l'art primitif et des sociétés qui en sont les auteurs.

Depuis quarante ans, ce que recouvre la notion même de musée a beaucoup évolué.

Aujourd'hui, l'ambition de ceux qui les conçoivent et les dirigent n'est plus de montrer le maximum d'objets de manière permanente, ni de s'adresser au public le plus averti. Ce qu'il s'agit de créer s'apparente davantage à une "Cité culturelle", lieu de rencontres, d'échanges et de débats sur l'art primitif, lieu vivant ouvert sur le monde qui donne à comprendre d'autres modes de fonctionnement sociaux que ceux qui nous sont familiers.

Depuis la remise, à l'été 1996, des conclusions de la Commission présidée par Jacques Friedmann, qui préconisait la création d'une institution muséale nouvelle, par fusion des collections précitées, bien des choses ont été accomplies.

La mission de préfiguration, constituée en février 1997, a élaboré un premier projet muséologique et scientifique, sous la double direction de Germain Viatte, conservateur général du patrimoine, et de Maurice Godelier, directeur d'études à l'EHESS (École de hautes études en sciences sociales), mené les études qui ont permis de choisir le site où sera édifié le futur musée, quai Branly, à Paris 7<sup>e</sup> et établi un pré-programme architectural qui arrête à 35 000 m<sup>2</sup> les surfaces nécessaires.

A la fin de l'année 1998, l'Etablissement public du Musée du quai Branly, établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère de la culture et de la communication, et du Ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, s'est substitué à la mission de préfiguration. Créé par décret du Président de la République, il est chargé notamment de la maîtrise d'ouvrage du projet, de la gestion du Pavillon des Sessions du Louvre et de la définition des modalités d'organisation et de fonctionnement du futur musée. Une unité mixte de service, associant le CNRS et le Ministère de la culture et de la communication (Mission de la recherche et de la technologie et Direction des Musées de France) lui a été rattachée, pour préparer la mise en place des banques de données nécessaires au futur centre de ressources. Il est doté de trois instances délibérantes: un conseil d'administration, un conseil d'orientation scientifique et muséologique et un comité de présélection des acquisitions.

1999 sera une année déterminante. Le concours international de maîtrise d'œuvre est d'ores et déjà lancé. Le programme architectural définitif est en cours de finalisation et, dès le mois de juillet, un jury composé de personnalités françaises et étrangères, se réunira pour sélectionner les 12 à 15 candidats qui auront été admis à concourir sur références. Ceux-ci remettront leur projet à l'automne. Le jury sélectionnera alors les meilleurs projets qui seront présentés pour choix définitif au Président de la République avant la fin de cette année.

Parallèlement, l'aménagement du Pavillon des Sessions - qui a été confié à l'architecte Jean-Michel Wilmotte - se poursuit. Ce sont 120 chefs d'œuvre d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques qui seront présentés au public en décembre prochain. La plupart proviennent du Musée de l'Homme et du

Musée national des arts africains et océaniens mais on comptera également quelques dépôts de musées nationaux ou territoriaux, ainsi que plusieurs acquisitions récentes. Grâce à des supports multimédias, un espace dit "d'interprétation" permettra à ceux qui le désirent d'approfondir leurs connaissances des objets présentés et des sociétés qui les ont produits.

De plus, en liaison avec le Musée de l'Homme et le Musée national des arts africains et océaniens, l'Etablissement public du musée du quai Branly met en place le chantier des collections qui permettra d'inventorier, de restaurer lorsque cela est nécessaire, et de numériser l'ensemble des collections qui rejoindront, d'ici à 2004, le Musée du quai Branly.

Le délai est de cinq ans pour construire un musée qui rende justice et hommage à des peuples et à des arts trop souvent oubliés, pour ne pas dire méprisés. Le succès de cette institution nouvelle se mesurera à l'aune de sa capacité à être un véritable lieu de reconnaissance, de référence et de dialogue culturel, scientifique et pédagogique. Pour une large part, il dépendra de la volonté conjointe des conservateurs et de ethnologues de travailler ensemble, au service de tous les publics.

Stéphane Martin  
Président de l'Etablissement public du Musée du quai Branly

Etablissement public du Musée du quai Branly  
5 rue Auguste Vacquerie  
75116 Paris



Masque africain  
de la région de Ganao  
(Côte d'Ivoire)  
© "UNESCO PLEASE CRÉDIT"

## L'approche d'un historien : inventer un musée palestinien (1)

Plutôt que de parler, ce dont je suis incapable, des rapports de l'histoire et du monde des musées, je me bornerai à évoquer un cas extrême, celui de la Palestine. Cas extrême qui permet de poser de nombreuses questions. L'autorité nationale palestinienne ayant demandé à la France une aide pour constituer le premier musée palestinien, j'ai été consulté par la mission qui établissait le projet. J'ai d'abord dit ce que je pensais qu'il ne fallait pas faire ; plus difficile était de mettre en place quelques suggestions constructives.

La première chose qui me vint à l'esprit fut une superposition de deux images. D'abord un sentiment que j'ai eu à Vienne, voici quelques années : j'étais allé visiter le musée de la maison de Freud. C'est un musée dont la porte est fermée aux heures d'ouverture. Il faut sonner, faire la demande, on vous remet un classeur rédigé dans votre langue et vous vous apercevez enfin que ce musée est totalement vide. Freud est parti à Londres lors de l'arrivée du nazisme et son vrai musée avec son mobilier se trouve là-bas. A Vienne dans la maison de Freud, on a disposé des cartels : ici se trouvait le divan, "ici se trouvait le bureau". Je me suis dit : c'est une musée de Palestine.

A Beyrouth, un archéologue palestinien, formé dans un pays où tous les objets de fouilles ont été volés, a eu l'idée de créer ce musée palestinien : des petits cartons, quelques photographies, au septième étage d'un immeuble, rien. Cette tentative de musée palestinien ressemblait étrangement à la maison de Freud.

Seconde image : j'avais vu à Londres, au Barbikan, une exposition "Native Nations", composée de photographies anciennes d'indiens d'Amérique du Nord. Dans une salle, on avait rassemblé les témoignages du Congrès des nations indiennes qui s'est tenu à Washington en 1862. Un grand panorama représentait l'ensemble des invités, puis, à côté, les portraits en pied des chefs des nations indiennes, réunis dans une salle victorienne remplie de peintures, comme si ces hommes étaient déjà dans un musée. Tous ces chefs portaient leurs costumes traditionnels de cérémonie. Mais à chacun, on avait ajouté une veste de redingote, un manteau, une cape : leur réalité était recouverte par une autre.

Un musée palestinien risquait lui aussi d'être un pur lieu de souvenir, célébration d'un moment clef, celui de l'année 1948, moment où ce pays n'est pas occupé mais disparaît, recouvert sous Israël. Le pays entrait non dans l'occupation mais dans l'absence. On parle de "l'année de la catastrophe".

Un projet de "musée de la catastrophe" s'est développé. Il était possible de concevoir un projet de musée autour de cette absence.

La nostalgie du malheur est une absence de message, elle peut aussi, il faut le dire, devenir un fonds de commerce. Ce danger guette les Palestiniens, qui, ayant tiré les leçons des malheurs des juifs, pourraient être tentés de donner à leurs propres souffrances un dangereux côté "instrumental".

La question n'est donc pas celle du manque de pièces à montrer, elle vient de ce que l'histoire est dévoyée, pervertie, victime d'un "trop d'histoire".

L'histoire est en effet l'élément fondamental, des deux côtés, comme légitimation de la présence des hommes sur une terre. L'absurdité de ce recours politique à l'histoire pour justifier le présent est éclatante. Chacun détourne l'histoire de l'autre : démarche profondément a-historique.

Les premières missions à avoir sillonné cette terre furent des missions anthropologiques allemandes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Un inventaire obsessionnel, qui aboutit aux six ou sept mille pages de l'ouvrage de Gustav Dalman. Beaucoup de textes palestiniens, au début du siècle, sont écrits en allemand. A Jérusalem, l'Ecole biblique publie en français quantité de descriptions de fêtes, de rituels, de cérémonies - même si l'archéologie domine. Enfin le "Palestine exploration Fund", initiative anglaise, fit un travail colossal, notamment en matière de cartographie. Les lieux gardent les traces du monde de la Bible : comme si un pays figé, mort, attendait le retour d'une culture disparue depuis deux mille ans. Partout, chez ces historiens de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle, la quête est inconsciemment mimétique : la rédemption de la Palestine sera un retour sur elle-même. Jusqu'à la nausée, on prépare un terrain jugé vide au retour des images bibliques. Les anthropologues travaillent ainsi l'histoire pour la pervertir.

Tout le problème aujourd'hui, pour les Palestiniens, est de trouver les moyens, sans objets, de dire dans un musée la réintégration du temps. Pour les rendre invisibles on les a privés de temps. Il faut que ce musée palestinien permette un retour dans la durée, une reprise en compte de l'espace-temps.

Elias Sanbar  
Historien

(1) Ce texte est un résumé retranscrit d'après l'intervention d'Elias Sanbar au colloque "Le musée et les cultures du monde : enjeux culturels et choix professionnels" organisé par l'Ecole nationale du patrimoine les 8, 9 et 10 Décembre 1998.

Les actes de ce colloque paraîtront dans les Cahiers de l'Ecole nationale du patrimoine

Adresse des publications de l'Ecole nationale du patrimoine :  
ENP  
117 Bd. St Germain  
75006 Paris

# Muséums et culture scientifique et technique

## Des musées comme les autres...

Environ une soixantaine de muséums ouvre régulièrement ses portes au public sur tout le territoire français : des plus illustres, comme le Muséum national d'Histoire naturelle à Paris avec ses nombreuses dépendances en région, à d'autres dont la connaissance ne porte guère au-delà des limites de leurs communes. Sait-on que la ville de Marciac dans le Gers, plus connue par son festival de jazz, présente à ses concitoyens des collections d'Histoire naturelle ? Toutefois, les muséums sont surtout présents dans les grandes villes (Lyon, Marseille, Grenoble, Strasbourg, Nantes...). Les villes moyennes, quant à elles, disposent plus fréquemment d'établissements généralistes conservant et présentant, en un seul lieu, objets et témoins artistiques, historiques, techniques ou naturalistes (Annecy, Le Puy-en-Velay, Pont-de-Vaux, par exemple). À côté de ces établissements, il existe une dizaine de musées universitaires ainsi que quatre autres institutions muséales nationales (Palais de la découverte, Musée des Arts et Métiers, Musée national de l'Éducation à Rouen, Muséum national d'Histoire naturelle) qui forment un ensemble que l'on nomme simplement "les musées de l'Éducation".

Sans développer l'histoire de ces musées, on retiendra qu'un décret de 1948 institua un service de muséologie au sein de deux musées nationaux avec la mission, notamment, d'apporter assistance aux musées en région : l'un au Conservatoire national des Arts et Métiers (CNAM) pour les musées techniques, l'autre au Muséum national d'Histoire naturelle pour les muséums. Ces relations tutélaires se sont maintenues malgré la création en 1959 du premier Ministère des affaires culturelles. Le service de muséologie du CNAM ne fonctionna guère et les musées techniques en région furent rapidement rattachés à ce ministère ; par contre, celui du Muséum national allait assurer, jusqu'au début des années 90, la tutelle scientifique des collections d'histoire naturelle. Contrairement à ce que l'on a pu dire, ce n'est donc pas par désintéressement qu'André Malraux refusa ces musées au sein de son nouveau ministère, mais bien parce que le CNAM et le Muséum national étaient avant tout des établissements d'enseignement et de recherche, d'où leur rattachement au ministère en charge de l'enseignement supérieur. Par décalque, leur service de muséologie étant au Muséum national, les muséums en région se rattachèrent à l'Éducation.

Relation tutélaire veut simplement dire que les collections d'histoire naturelle sont placées sous la tutelle scientifique de l'État, en l'occur-

rence le ministère en charge de l'Enseignement supérieur. Cette relation confère à ce ministère autorité et responsabilité pour ce qui est de la pérennité et de la valorisation des collections. Une sous-direction au Ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, dont dépend l'Office de coopération et d'information muséographique (OCIM), assure *pro parte* ces tâches. Cependant, on pourra regretter l'absence d'une véritable inspection, garante des collections publiques dans les régions.

Cette précision, d'ordre administratif, ne doit pas faire oublier que les muséums en région sont des musées comme les autres, c'est-à-dire, qu'ils sont des services de collectivités territoriales (municipalités, départements pour quelques-uns d'entre eux) avec les mêmes objectifs que leurs homologues : accueil des publics, conservation et valorisation de leurs collections... Sans doute, ce bref rappel mentionné ici pourrait paraître superfétatoire, mais dans les directions des affaires culturelles la différence de traitement entre musées est encore trop sensible.

Pourtant, les muséums constituent à bien des égards un point fort de la muséologie en France. Ils sont, dans de nombreuses villes, les établissements culturels les plus fréquentés. La thématique qu'ils développent, sensible aux jeunes générations, la richesse et la variété de leurs présentations, et aussi leur implantation historique dans la ville, souvent dans un jardin public, leur donnent une réelle audience. Citons un seul exemple, généralisable à d'autres grandes villes :



Museum d'histoire naturelle. Bordeaux. Rorqual, baleine bleue. ©Michel Viard

celui du muséum de Dijon, établissement qui accueille chaque année dans ses expositions renouvelées régulièrement plus de 120 000 visiteurs. Cette fréquentation élevée, si elle n'est pas forcément un but en soi, est en partie le fruit du travail des professionnels en direction des publics. Les muséums, en effet, sont par définition des musées de sciences et les concepts développés sont essentiels. Privilégier ces concepts, plus difficiles à exposer que les objets, a contribué à mettre en place des procédés originaux et efficaces de médiation. On peut reconnaître que, partout dans le monde, la muséologie des sciences et techniques est une des plus actives qui soit.

Expliquer la "Révolution de la muséologie des sciences et techniques" ne peut se faire que si l'on comprend l'évolution de la recherche scientifique au cours des dernières décennies dans les disciplines classiquement représentées dans les muséums. Les Sciences de la terre sont, à ce titre, exemplaires car, au milieu de ce siècle, cette discipline a connu une spectaculaire révolution qui a affecté sa recherche,

son enseignement et, ce que l'on pourrait nommer sa muséalisation. En effet, à la fin des années cinquante, apparurent les concepts de tectonique des plaques puis de dynamique globale. Certes, celui de dérive des continents était bien antérieur mais il n'avait pas imprégné la recherche comme le firent les concepts suivants qui, eux, permirent une compréhension justement plus globale des phénomènes géologiques. La révolution de l'enseignement des Sciences de la terre mettant en jeu ces nouveaux concepts s'est achevée il y a quelques années seulement. Quant aux muséums et aux musées de sciences en général, ils exposent trop souvent encore les Sciences de la terre en l'absence des concepts structurants de la discipline. Cet exemple pourrait être étendu aux autres disciplines scientifiques avec des variantes dans l'intensité de leurs évolutions ou dans le temps. Mais il n'en demeure pas moins que la véritable révolution des musées de sciences réside dans la mise en exposition des concepts scientifiques en reflétant aussi fidèlement que possible la recherche actuelle, ses enjeux et ses questionnements. L'adéquation, nécessaire pour le public, de la science en train de se faire et de l'exposition pose aussi clairement les enjeux des relations entre les professionnels des musées et les chercheurs. A défaut de relations, qui ne sont plus naturelles, elle force à instaurer des dispositifs, comme les comités scientifiques, intégrés dans les projets culturels des établissements.

Force est de constater que les muséums ne sont, malheureusement, pas tous entrés dans la modernité muséale. Les collections, pour beaucoup issues de la période coloniale du siècle dernier, sont pesantes dans la gestion des établissements. Fragiles et maintenant non renouvelables, elles font l'objet de soins particuliers de la part des conservateurs, même si ces derniers n'ont pas toujours conscience de l'unicité de leurs objets. Cependant, les rénovations menées au cours de la dernière décennie sur un certain nombre d'entre eux (comme la Grande Galerie de l'Évolution à Paris), sont

remarquables. Elles devraient inciter les collectivités locales détentrices de collections d'histoire naturelle à mettre en place des programmes de modernisation pour les prochaines années.

remarquables. Elles devraient inciter les collectivités locales détentrices de collections d'histoire naturelle à mettre en place des programmes de modernisation pour les prochaines années.

## Des établissements de culture scientifique et technique

Les muséums sont et ont toujours été des établissements de culture scientifique et technique avant même que cette notion n'apparaisse. "Comprendre notre quotidien", telle est la formule lapidaire, restrictive peut-être, mise en avant par l'AMCSTI (Association des musées et des centres pour le développement de la culture scientifique, technique et industrielle) pour illustrer la mission fondamentale de ses adhérents. Car il s'agit bien d'une culture du quotidien chargée de susciter des interrogations, de fournir des éléments de choix pour les nombreuses questions qu'une société tout entière orientée vers le développement technologique ne manque pas de poser.

Protection de la nature et de l'environnement, choix technologiques, éthique, histoire de l'homme et de ses sociétés, histoire et épistémologie des sciences et techniques sont quelques-unes des thématiques abordées par les muséums. Ces institutions comme les centres de culture scientifique et technique deviennent alors

des lieux de débats publics sur la science et les techniques à travers toutes leurs activités de médiation : expositions temporaires, conférences, publications, etc., sans oublier les collections permanentes.

Les importants projets de rénovation en cours à Paris, Lyon ou bien encore Toulouse posent clairement les enjeux des muséums en tant qu'établissements culturels, avec leurs propres spécificités, au sein d'une société dont ils doivent contribuer au développement.

Philippe Guillet  
Directeur de l'Office de coopération  
et d'information muséographiques

OCIM  
36 rue Chabot Charny  
21000 Dijon

## L'OCIM – Office de coopération et d'information muséographiques

L'OCIM est un service de l'Université de Bourgogne créé en 1985 par le ministère en charge de l'Enseignement supérieur à la demande des musées d'Histoire naturelle. C'est donc un organisme avec des missions de service public. Il est placé sous la tutelle du Ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie. Basé à Dijon, ce service à vocation nationale, constitué de douze permanents, dispose d'un budget provenant presque exclusivement de ce ministère.

### Les missions

Les missions qui sont confiées à l'OCIM depuis sa fondation sont les suivantes :

- animer le réseau des musées et des centres de culture scientifique et technique et développer des coopérations avec des institutions muséales européennes et extra européennes
- collecter l'information relative aux institutions muséales et à la muséographie des sciences et techniques et lui assurer la plus large diffusion nationale et internationale
- contribuer à la formation continue de l'ensemble des personnels d'institutions muséales
- apporter son assistance aux professionnels qui en font la demande.
- promouvoir, en liaison avec les partenaires publics et privés concernés, la recherche en muséographie et en muséologie, en particulier dans le domaine des sciences et techniques

### Les axes de développement

Pour remplir ses missions, l'OCIM s'attache à promouvoir et contribuer au développement des diverses activités des institutions muséales, et plus particulièrement des muséums et des établissements de culture scientifique et technique.

Plusieurs axes d'intervention sont privilégiés actuellement :

- les réseaux professionnels
- les relations européennes et internationales
- la conservation et la mise en valeur du patrimoine
- les nouvelles technologies de l'information et de la communication
- la prise en compte des publics et l'offre muséale
- le financement des musées et les activités de service, telles les boutiques

Les principales activités de l'OCIM s'organisent essentiellement autour de quatre secteurs :

- la documentation : centre de documentation en muséologie accessible sur le site Internet à l'adresse : <http://www.ocim.org>
  - l'assistance aux professionnels des musées pour tous les domaines qui les concernent (notamment en conservation préventive et curative)
  - la formation continue avec un programme annuel de stages, de colloques et de voyages d'études
  - l'édition : publication d'ouvrages spécialisés, animation du site Internet.
- C'est sans doute l'activité de l'organisme la mieux connue avec la parution bimestrielle de la Lettre de l'OCIM. Ce périodique, diffusé à 2400 exemplaires, aborde tous les sujets de la muséographie et de la muséologie. La Lettre de l'OCIM est diffusée gratuitement sur demande écrite.

# L'informatisation des collections au Musée des Antiquités Nationales

Le Musée des Antiquités Nationales, fondé en 1862 par Napoléon III et installé dans le château de Saint-Germain-en-Laye en Yvelines, est l'un des rares musées français à pouvoir donner une vision d'ensemble des civilisations et des cultures qui se sont succédées depuis la préhistoire jusqu'au Moyen Âge.



Automne : la cueillette des olives. Mosaïque gallo-romaine.  
Site de Saint-Romain-en-Gal. Musée des Antiquités Nationales  
©RMN-Jean Schormans. La Vienne Antique

C'est en 1983 que le musée fit ses premiers pas dans l'informatisation de ses collections et commença la rédaction de fiches descriptives sur d'immenses blocs de feuilles quadrillées, étape préliminaire avant la saisie sur terminal. Le logiciel utilisé était alors *Texto*. Dans les années 80, le musée s'était fixé l'objectif de constituer des fichiers informatisés qui pourraient regrouper les collections provenant d'un même site mais éparpillées dans divers établissements français et étrangers. C'est ainsi que furent étudiés les objets des grands sites d'art paléolithique d'Aquitaine et des Pyrénées.

A peu près à la même époque, une équipe de chercheurs, dirigée par Christian Lahanier, constituait une banque de données sur plusieurs milliers de figurines gallo-romaines en terre cuite, analysées au Laboratoire de recherche des musées de France et dont une grande partie, qui appartient au Musée des Antiquités Nationales, fut étudiée et recensée sur *Texto* par Micheline Jeanlin et ses collaborateurs.

Les fiches documentaires de cette époque étaient caractérisées par un très grand nombre de champs et de descriptions longues et détaillées, nécessaires en l'absence d'images numérisées. La peur de perdre



une partie de l'information sur des objets très fragiles posant des problèmes de conservation accentuait cette nécessité. Mais avec l'apport des microfiches puis l'achat de numériseurs, l'information textuelle et surtout la description iconographique perdue de leur ampleur et furent remplacées en grande partie par l'image. Le département de la Gaule mérovingienne, géré par Françoise Vallet, fut le premier à s'équiper d'un numériseur et à enregistrer plusieurs milliers de fiches illustrées de dessins et photos.

## La base de gestion des collections : MICROMUSEE

En 1992, avec l'aide de la Direction des musées de France, le musée eut la possibilité de s'équiper d'un serveur et de plusieurs postes informatiques. Le but que poursuivait la Direction des musées de France à cette époque était d'obtenir, à travers l'inventaire informatisé des collections des musées nationaux, un recensement complet et une centralisation de l'information demandés par la Cour des comptes. Le logi-

• le département du Néolithique et de l'Age du Bronze, qui a saisi 3000 fiches sur *Micromusée*, s'intéresse à présent davantage aux sites qu'aux objets. Il utilise pour ces sites des tableurs sur lesquels il établit des listes d'inventaires succinctes qui sont par la suite échangées avec d'autres établissements qui ne possèdent pas *Micromusée*.

• Le département des Ages du Fer a saisi il y a quelques années 650 fiches dans *Micromusée*. Mais les études menées actuellement concernent les restes humains, les charbons de bois, les pierres et se portent plus particulièrement sur les contextes. Les objets sont peu documentés, les informations contextuelles manquent, d'où la difficulté d'utiliser *Micromusée*.

• le département de la Gaule romaine a enregistré tous les objets de ses vitrines et saisi 4300 fiches sur *Micromusée*. Il utilise un profil simple et dépouillé à partir de fiches manuelles.

L'ensemble de cette base documentaire comprend aujourd'hui 13 000 notices. Il est prévu un transfert des données des objets byzantins de la Gaule mérovingienne saisies sur *Superbase* dans le courant de l'année 1999. Cette base contient 6000 notices.



Décembre : semailles de fèves. Mosaïque gallo-romaine. Site de Saint-Romain-en-Gal. Musée des Antiquités Nationales. ©RMN-Jean Schormans. La Vienne Antique



Automne : labours et semailles. Mosaïque gallo-romaine. Site de Saint-Romain-en-Gal. Musée des Antiquités Nationales. ©RMN-Jean Schormans. La Vienne Antique

ciel *Micromusée* fut choisi pour gérer et informatiser les collections et le Musée des Antiquités Nationales fut alors désigné "musée pilote" pour tester la version pour réseau de *Micromusée*.

## Organisation de l'informatisation au sein du musée

Les conservateurs, qui gèrent respectivement les six départements du musée, disposent d'une assez large autonomie de fonctionnement et organisent l'informatisation de leurs fonds en fonction des différents types de collection. De fait, on constate une grande disparité dans la politique d'informatisation de ces départements qui peut se définir ainsi :

- les départements du Paléolithique et de l'Archéologie comparée se sont très bien adaptés au logiciel. En général, les objets sont bien renseignés. Il existe pour l'art paléolithique une riche documentation : le profil utilisé pour ces objets d'art est donc assez complet. 4000 notices ont été saisies pour l'art paléolithique et 850 pour le département d'Archéologie comparée qui n'a démarré son programme que très récemment.

## La plus importante banque d'images d'objets archéologiques d'Europe

Une équipe de chercheurs du Musée des Antiquités Nationales, dirigée par Marie-Hélène Thiault et Geneviève Pinçon, entreprit en 1994 l'enregistrement d'images de 1800 objets de la collection Piette. Celle-ci rassemble les plus beaux objets d'art préhistorique découverts par Piette dans les années 1870-1880. Le projet, réalisé sur un disque inscriptible Panasonic, fut financé par la Direction des Musées de France et la Mission de la recherche. 23 000 prises de vue furent effectuées ainsi que de nombreux relevés des figures les plus difficiles à déchiffrer.

L'ensemble de la collection Piette fut pris en compte. Les objets furent regroupés par site et présentés suivant une classification typologique. Un travail de dérestauration fut entrepris dans le même temps et permit de retrouver des tracés qui avaient disparu sous les collages des restaurations précédentes. Différentes prises de vue permirent de montrer ces objets avant et après la dérestauration.

En 1994, l'équipe de recherche "Analyse des Médias et Interaction" de l'Institut de Recherche en Informatique de Toulouse, dirigée par Philippe Aigrain, mit au point un logiciel de consultation visuelle de banques d'images fixes, appelé

IDIM, et participa à la numérisation complète de la banque d'images analogiques en convertissant toutes les images au format JFIF avec un taux de compression modéré. Par la suite, chaque image issue du vidéodisque fut reliée à la banque de données textuelles de *Micromusée*, illustrant ainsi chacune des notices concernées. Dernièrement, la Réunion des Musées Nationaux a fait parvenir au musée un CD de 1635 images prises au cours de plu-



Chariot. Age de fer ibérique. Mérida (Espagne). Musée des Antiquités Nationales

sieurs campagnes photographiques sur les collections du musée. Ces images sont accompagnées d'un fichier texte comprenant les notices des objets. Elles sont en cours de transfert sur la base *Micromusée*. Les 2000 images de la base de données du département du mérovingien seront elles aussi transférées avec leurs notices dans la base.

Tout cet ensemble iconographique forme à présent un corpus de 26 700 images et constitue ainsi la plus importante banque iconographique sur des objets archéologiques en Europe.

Le musée met à la disposition de ses visiteurs des postes informatiques dans la salle de documentation. Il est possible d'y interroger la base de données du musée selon un profil "public" dans lequel les informations confidentielles sont filtrées par sécurité. Les droits d'accès sur certains fichiers étant limités, toute la base peut être consultée sans détérioration des fichiers. L'utilisateur a la possibilité de travailler sur les images après avoir fait ses tris, et d'utiliser le zoom pour étudier les détails des figures. Il peut, par exemple, comparer sur des objets de son choix, des figures humaines ou animalières ou encore des motifs géométriques.

## Introduction à la banque d'archéologie nationale : ARCHEOS

Dans le cadre du schéma directeur informatique de la Direction des musées de France, une base d'archéologie nationale a été créée sous la direction de Philippe Avenier et de Laurent Manoeuvre. Son rôle est de centraliser les informations concernant les collections archéologiques des musées de France et d'assurer une articulation entre les différents outils de gestion locale de ces collections. De plus, cette opération s'inscrit aujourd'hui dans le plan d'action gouvernemental pour l'entrée de la France dans la société de l'information, qui prévoit notamment un développement accéléré de la diffusion des données culturelles sur Internet.

Cette base respecte aussi un certain nombre d'impératifs dont :

- le choix du logiciel *Mistral* afin de maintenir une cohérence avec les deux autres bases nationales des Beaux-arts et d'Ethnologie du ministère, et afin que les musées polyvalents puissent enregistrer leurs collections de manière uniforme,
- la diffusion du contenu de la base vers la communauté scientifique mais aussi vers un public moins averti.

Après avoir défini la grille d'analyse et la méthode d'inventaire, trois corpus ont été choisis en 1992 pour monter une base test : un corpus extrait de la base *Jupiter* (Antiquités grecques, étrusques et romaines : musée Vivenel de Compiègne), un corpus extrait de la base *Pharaon* (Antiquités égyptiennes : musées de Beaune et de Laon) et la base *Texto* du Musée des Antiquités Nationales. Sous les apparences d'une structure relativement homogène, ces bases n'avaient en commun ni lexique ni thésaurus. *Jupiter* et *Pharaon* étaient gérées par *Mistral* alors que la base du Musée des Antiquités Nationales était gérée par *Texto*.

Refondre les thésaurus existants a représenté une charge de travail considérable qui a pris plusieurs années. En 1995, les bases *Pharaon* et *Jupiter* ont été fusionnées pour former la base *Archéos* contenant

environ 60 000 documents.

Depuis peu, Marina Zveguinzoff a pris la succession de Marianne Blaiset-Deldon pour gérer et enrichir la base. La plupart des thésaurus sont maintenant disponibles et une maquette de la base est en cours de constitution. Plusieurs musées régionaux ont été sollicités pour établir cette maquette et ont fourni plusieurs centaines de documents.

Les difficultés qui restent à résoudre concernent :

- les notions de géographie historique à intégrer dans le thésaurus géographique,
- la constitution d'un thésaurus iconographique qui pourrait être utilisé, toutes périodes confondues, par les musées polyvalents,
- la constitution d'un comité scientifique qui se porterait garant du contenu scientifique de la base.

Dominique Kandel  
Ingénieur CNRS

Musée des Antiquités Nationales  
Château de St Germain  
78100 Saint-Germain-en-Laye

## Bibliographie

Philippe AIGRAIN : Banque d'images d'objets paléolithiques du MAN : une transition réussie vers le numérique - *Culture et Recherche*, n° 58, mai 1996, p. 5.

Philippe AIGRAIN, Dominique KANDEL, Patrice PILLOT, Marie-Hélène THIAULT : La collection Piette rendue visible grâce à l'image numérique - *Antiquités nationales*, n° 27, 1995, pp. 193-196.

# Colloques

## 12<sup>e</sup> réunion triennale de l'ICOM-CC

avec la participation d'ICOM NatHist  
29 Août-3 Septembre 1999, Lyon

**Renseignements :**  
Carole Lecourt  
Laboratoire de recherche  
des musées de France  
6 rue des Pyramides  
75041 Paris Cedex 01  
Tél : 01 40 20 68 38  
Fax : 01 47 03 32 46  
Mél : mohen@culture.fr

## SIPAC'99

3<sup>e</sup> Conférence sur la Recherche  
pour la protection, conservation  
et mise en valeur du patrimoine  
culturel. Opportunités pour les  
entreprises européennes  
23-24 Septembre 1999, Santiago  
de Compostela (Espagne)  
**Renseignements :**  
Centro de Innovación y  
Transferencia de Tecnología  
Universidade de Santiago  
de Compostela  
SIPAC'99  
Apartado de Correos 2.082  
15780 Santiago de Compostela  
Tél : 34 981-546598  
Fax : 34 981-546598  
Mél : sipac@mail.xunta.es

## Ichim 99

### "International Cultural Heritage Informatics Meeting"

23-26 Septembre 1999, Washington  
(Etats-Unis)

**Renseignements :**  
David Bearman et Jennifer Tarant  
2008 Murray Ave  
Suite D  
Pittsburgh  
PA 15217 USA  
Tél : 1 412 422 8530  
Fax : 1 412 422 85 94  
Mél : ichim99@archimuse.com  
Site Toile :  
www.archimuse.com/ichim99/

## Les enclaves territoriales aux Temps Modernes, XVI<sup>e</sup>, XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles

4-5 Octobre 1999, Besançon  
**Renseignements :**  
Paul Desalle  
Université de Franche-Comté  
19 rue de Vesoul  
25000 Besançon  
Tél et Fax : 03 81 53 41 52  
Mél : paul.desalle@unvi-fcomte.fr

## Journées archéologiques d'Ile-de-France

27-28 Novembre 1999, Paris  
**Renseignements :**  
Service régional de l'archéologie  
6 rue de Strasbourg  
93200 Saint-Denis  
Tél : 01 48 13 14 50  
Fax : 01 48 13 01 70

# Université d'été

## Economie de la culture : analyses, marchés et tourisme

19-23 Juillet 1999, Segovia  
(Espagne)  
**Renseignements :**  
Luis Cesar Herrero Prieto  
Departamento de Economía  
Aplicada  
Universidad de Valladolid  
Paseo Prado de la Magdalenas/n  
47005 Valladolid  
Tél : 34 983 423577  
Fax : 34 983 423056

# Festivals

## Monumedia

### Festival européen "Patrimoine culturel et multimedia"

16-19 Septembre 1999,  
Naples (Italie)

**Renseignements :**  
Silvia Casertano  
Officine Solari  
Via Campliglioni 11  
80122 Naples  
Tél : 39 81 660163  
Fax : 39 81 667059

## 3<sup>e</sup> rencontre internationale du film archéologique méditerranéen

5-10 Juin 2000, Athènes (Grèce)  
Date limite d'envoi des documents :

15 Octobre 1999  
**Renseignements :**  
Mria Palatou  
Agon  
4a place Karitsi  
105 61 Athènes  
Tél/Fax : 301 33 12 991

# Salon

## La Biennale du savoir et les journées professionnelles Doc Forum

27-30 Janvier 2000, Lyon  
**Renseignements :**  
Association Doc Forum  
10 rue Charles Biennier  
69002 Lyon  
Tél : 04 78 38 46 90  
Fax : 04 78 38 46 92  
Mel : docforum@docforum.tm.fr  
Site Toile : www.docforum.tm.fr

# Appels à communications

## Penser la mutation

Premier congrès européen Sciences  
de l'homme et sociétés  
10-13 Mai 2000, Montpellier  
**Informations :**  
Cultures en mouvement  
14 avenue du 24 août  
06600 Antibes  
Tél : 04 92 90 44 10  
Fax : 04 92 90 44 11

## Instruments pour demain

9<sup>e</sup> Journées d'études de la SFIIIC portant  
sur la conservation-restauration  
des instruments de musique  
15-16 Juin 2000, Limoges  
**Informations :**  
SFIIIC  
29 rue de Paris  
77420 Champs-sur-Marne  
Tél : 01 60 37 77 97  
Fax : 01 60 37 77 99  
Mél : sfiiic@lrhm.fr

# A lire

## Parution du numéro 1 des Cahiers de la recherche architecturale et urbaine

Le premier numéro des *Cahiers de la recherche architecturale* a paru il y a plus de vingt ans, en 1977. Les 43 numéros de la revue parus depuis se sont fait l'écho des mouvements de ce domaine encore jeune de la recherche : passage d'une logique incitative à un mode de fonctionnement institutionnel, transferts de la direction de l'architecture entre les ministères en charge de la culture ou de l'équipement.

Le retour de la direction de l'architecture au sein du ministère chargé de la culture en 1996 et sa fusion, en 1998, avec la direction du patrimoine impliquaient une réflexion de fond sur la vocation et le statut des *Cahiers*. Dans ce cadre, leur édition et leur diffusion sont désormais confiées aux Editions du patrimoine, à la Caisse nationale des monuments historiques et des sites.

Avec ce changement d'éditeur, c'est une évolution plus qu'une mutation que connaissent les *Cahiers de la recherche architecturale*, rebaptisés *Cahiers de la recherche architecturale et urbaine*, dont le premier numéro est sorti fin mai 1999. Cet ajout d'un qualificatif à un titre d'une longueur pourtant déjà plus que suffisante n'est pas de pure forme : il traduit la volonté de ne pas dissocier le bâti des espaces qu'il investit, de renforcer les réflexions sur la ville en tant que lieu d'accueil et de signification de l'architecture.

Il s'agit aussi pour la revue de trouver de nouveaux lecteurs. Si elle intéresse surtout les enseignants, les chercheurs et les étudiants des écoles d'architecture, tous les professionnels du cadre de vie et les amateurs éclairés doivent se sentir concernés par les sujets qu'elle aborde.

Les principaux contributeurs resteront des chercheurs des différentes disciplines concernées par l'architecture (de l'histoire de l'art à la thermique, en passant par la sociologie ou le projet). Mais les *Cahiers* accueilleront de plus en plus d'articles de chercheurs d'autres

disciplines, français ou étrangers, de docteurs, d'artistes ou de professionnels.

Avec une nouvelle ligne graphique, les cahiers auront une périodicité trimestrielle effective. La revue est structurée en trois grandes rubriques :

- Un "Dossier", sur une problématique regroupant cinq ou six articles de fond. Dans ce premier numéro, la sensibilité aux questions liées à la ville, et notamment aux réponses que les architectes et les urbanistes peuvent apporter aux problèmes d'insécurité, est affirmée avec le dossier "espace et sécurité". Il réunit les regards d'un responsable politique, de juristes, d'un architecte, d'un philosophe, d'une géographe et d'un urbaniste.

- Des "Mélanges", où cohabitent divers articles de fond ou plus polémiques, sur des thèmes très divers.

- Une "Revue", où différents domaines sont traités, avec des textes plus brefs : lectures, compte rendus de colloques, actualités de la recherche, etc.

Le numéro 2, qui sera consacré aux professions de l'architecture, paraîtra à l'automne. Dans les livraisons qui suivront, il est prévu de traiter notamment des paysages, puis de l'impact des nouvelles technologies sur la conception.



Abri Morin. montage de micrographies (tête de renne) in La gravure dans l'art mobilier magdalénien

## La gravure dans l'art mobilier magdalénien

Du geste à la représentation  
Par *Carole Fritz*  
Documents d'archéologie française n° 75  
Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme, 1999, 220p., 235F. jusqu'au 31/12/1999 et 265F. ensuite

## Les Pratiques culturelles des Français sur cédérom

Le Département des études et de la prospective du Ministère de la culture et de la communication a réalisé une version sur cédérom de l'ensemble des résultats de l'enquête 1997-1998 sur les *Pratiques culturelles des Français* jusqu'ici disponible sur support papier.

Plus particulièrement destiné aux chercheurs et aux professionnels cet outil permet de réaliser des recherches croisées, d'avoir accès aux données brutes, de bénéficier des résultats complets de l'enquête et de procéder à un traitement personnalisé des données.

Ce cédérom est disponible auprès de la Documentation française au prix de 2 000F.

### Sur Internet

- la Mission de la recherche et de la technologie : <http://www.culture.fr/culture/mrt.htm>
- le Réseau de la recherche (rapports des conseils, personnels, moyens, actualité, avis de vacances et de concours, programmes de numérisations, rapports de recherches, etc) : <http://www.culture.fr/culture/mrt/mrt.htm>



# Archives

## Sciences et archives contemporaines

Les Cahiers de l'Ecole nationale du patrimoine n°3  
Actes de la table-ronde organisée par l'Ecole nationale du patrimoine les 20, 21 et 22 Novembre 1996  
Paris, Ecole nationale du patrimoine, 1999, 90F.  
Diffusion :  
Ecole nationale du patrimoine  
117 Bd. Saint-Germain 75006 Paris

## Les documents graphiques et photographiques. Analyse et conservation

Travaux du Centre de recherche sur la conservation des documents graphiques, 1994-1998  
Paris, Direction des Archives de France, 1999, 194p., 223,02 F.

# Ethnologie

## Les industries jurassiennes

Savoir-faire et coopération  
Par *Richard Lioger* et *Noël Barbe*  
Berne, Peter Lang, 1999, 440p., 288F.

# Musique

## La musique à la Renaissance

Par *Philippe Vendrix*  
Paris, Presses universitaires de France, Que-sais-je ?, 128p., 42F.

Directeur de la publication : Marc Sadaoui  
Chef de la mission de la recherche et de la technologie : Jean-Pierre Dalbéra.  
Rédaction : Silvia Pérez-Vitoria  
[silvia.perez@culture.fr](mailto:silvia.perez@culture.fr)  
Ministère de la culture et de la communication  
Mission de la recherche et de la technologie -  
3, rue de Valois 75 042  
Paris cedex 01 -  
Tél. : 01 40 15 80 45  
Mél : [mrt@culture.fr](mailto:mrt@culture.fr)  
N° de commission paritaire : 0603 B 05120  
Conception-réalisation : Cécile Brousté  
Imprimeur : Maulde et Renou  
ISSN : 0765-5991

# Archéologie

## Le trésor de Vaise à Lyon

Par *Gérard Aubin*, *François Baratte*, *Jean-Paul Lascoux* et *Catherine Metzger*  
Documents d'archéologie en Rhône-Alpes n° 17  
Lyon, Ministère de la culture et de la communication, 1999, 192p., 180F.  
Diffusion : ALPARA  
25 rue Roger Radisson  
69005 Lyon

## Archéologie d'un paysage

Les étangs de Saint-Blaise (Bouches-du-Rhône)  
Par *Frédéric Trément*  
Documents d'archéologie française N° 74  
Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme, 1999, 314p., 265F. jusqu'au 31/12/99 et 295F. ensuite

## A la recherche du métal perdu

Les nouvelles technologies dans la restauration des métaux archéologiques  
Sous la direction de *H. Meyer-Roudet*  
Guiry-en-Vexin, Musée archéologique du Val d'Oise/ Paris, Editions Errance, 1999, 192p., 180F.